



Arrêt

n° 98 993 du 18 mars 2013
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 octobre 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 septembre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 4 décembre 2012 avec la référence X.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 4 février 2013 prise en application de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu la demande d'être entendu du 19 février 2013.

Vu l'ordonnance du 25 février 2013 convoquant les parties à l'audience du 8 mars 2013.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me W. VANDEVOORDE, avocat, et I. MINICUCCI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général »).

Le requérant, de nationalité guinéenne et d'origine peuhl, déclare avoir participé à une manifestation organisée pour protester contre une coupure de courant intervenue durant un match de football. Le lendemain, 2 février 2012, suite à une dénonciation par des malinkés qui avaient également pris part à cette manifestation, il a été arrêté et détenu à la prison de Kindia. Après avoir comparu à deux reprises devant le tribunal, il a été condamné à cinq ans de prison pour avoir organisé cette manifestation, avoir commis des pillages et du vandalisme et avoir menacé le préfet et le gouverneur. Il s'est évadé le 21 mars 2012.

La partie défenderesse rejette la demande d'asile du requérant pour différents motifs. Elle estime d'abord que sa détention n'est pas établie, relevant à cet effet des divergences entre les informations qu'elle a recueillies à son initiative et la description que le requérant donne de la prison civile de Kindia où il dit avoir été enfermé près d'un mois et trois semaines. La partie défenderesse souligne ensuite que, dans la mesure où le requérant n'a pas été détenu, sa seule participation à la manifestation du 1^{er} février 2012 ne suffit pas à lui accorder la protection internationale prévue par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par son Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967. Elle constate que les informations que le requérant fournit sur le procès et les condamnations qui ont suivi cette manifestation sont publiques et aisément accessibles. En outre, la partie défenderesse observe que le requérant n'établit pas le bienfondé de sa crainte en raison de son ethnie peuhl. Elle considère enfin que les documents qu'il a versés au dossier administratif ne permettent pas de renverser le sens de sa décision. La partie défenderesse estime par ailleurs qu'il n'existe pas actuellement en Guinée de situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif.

La partie requérante critique la motivation de la décision.

Elle considère d'abord que les griefs avancés par le Commissaire général « se basent sur une lecture erronée des faits », qu'elle conteste, et qu'ils « manquent en droit ». Ainsi, elle souligne que le requérant a donné de nombreux détails sur les problèmes qu'il a rencontrés dans son pays en raison de ses activités politiques et que son récit reflète à cet égard un réel vécu ; elle fait également valoir que les incohérences relevées dans ses déclarations sont dues à la peur ou à la méfiance et résultent de l'effet de traumatismes passés. Elle soutient ensuite qu'il lui est impossible d'apporter des preuves documentaires des faits qui fondent sa demande d'asile.

Le Conseil considère que la partie requérante ne formule pas de moyen ou d'argument sérieux susceptible de mettre valablement en cause la motivation de la décision attaquée et qu'elle ne fournit aucun éclaircissement de nature à établir la crédibilité de son récit et le bienfondé de sa crainte de persécution.

Ainsi, le Conseil relève d'emblée que, contrairement à ce qu'avance la requête (pages 4 et 5), le requérant a déclaré lors de son audition du 24 août 2012 au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissariat général ») qu'il n'avait pas eu d'activités politiques en Guinée (dossier administratif, pièce 8, page 4).

Ainsi encore, la description de la prison civile de Kindia que donne le requérant à son audition au Commissariat général (dossier administratif, pièce 8, pages 17 à 19) ne correspond manifestement pas à celle reprise dans les informations recueillies à l'initiative de la partie défenderesse (dossier administratif, pièce 23) ; ces divergences sont d'autant moins compréhensibles que le requérant a été détenu dans cette même prison pendant près d'un mois et trois semaines ; par ailleurs, l'argument selon lequel ces contradictions s'expliqueraient par l'éventualité que le requérant ait été détenu dans une autre prison située dans le même quartier ou la même région (requête, page 4) manque de la plus élémentaire pertinence, le requérant ayant expressément soutenu avoir été détenu à la prison civile de Kindia (dossier administratif, pièce 8, pages 13, 17 et 18).

Ainsi encore, le Conseil n'est nullement convaincu par l'explication de la requête selon laquelle les incohérences reprochées au requérant résultent de sa peur, de sa méfiance ou de l'effet de traumatismes passés. A cet égard, d'une part, et, pour étayer ses propos, d'autre part, la partie requérante dépose à l'audience une attestation médicale du 25 février 2013 qui fait état de diverses cicatrices sur le corps du requérant qui selon les dires de celui-ci sont dues à des coups de couteau donnés par des militaires en Guinée (dossier de la procédure, pièce 12) ; le Conseil considère que ce document ne permet pas de déterminer les circonstances dans lesquelles le requérant a subi les lésions constatées et, partant, d'établir la réalité des persécutions qu'il invoque.

Ainsi encore, la partie requérante fait valoir que la participation du requérant à la manifestation du 1^{er} février 2012 suffit à fonder la crainte qu'il allègue d'autant plus qu'il a été condamné à cinq ans de prison pour ces faits. Il suffit au Conseil de relever que la détention du requérant n'étant pas établie, sa condamnation, à l'appui de laquelle le requérant n'apporte d'ailleurs aucun commencement de preuve, ne l'est pas davantage et que sa seule participation à la manifestation du 1^{er} février 2012 ne constitue pas le fondement d'une crainte raisonnable de persécution dans son chef.

Pour le surplus, le Conseil constate que la requête ne rencontre pas le motif de la décision attaquée concernant la crainte du requérant en raison de son origine peuhl, à l'égard duquel elle est totalement muette. Or, le Conseil considère que le Commissaire général a raisonnablement pu conclure, au vu du rapport du 17 septembre 2012 sur la situation ethnique en Guinée qui émane de son centre de documentation (dossier de la procédure, pièce 23), que le seul fait d'appartenir à l'ethnie peuhl ne permet pas de fonder dans son chef une crainte de persécution.

En conclusion, le Conseil estime que les motifs de la décision attaquée portent sur les éléments essentiels du récit du requérant et qu'ils sont déterminants, permettant, en effet, à eux seuls de conclure à l'absence de crédibilité des persécutions qu'il invoque et du bienfondé de la crainte qu'il allègue ; il n'y a par conséquent pas lieu d'examiner plus avant l'argument de la requête selon lequel les « personnes qui menacent le requérant sont toujours au pouvoir », qui est surabondant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

La partie requérante sollicite également le statut de protection subsidiaire.

D'une part, elle n'invoque pas à l'appui de cette demande des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande du statut de réfugié. Dès lors, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que ces faits ou raisons manquent de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements ou motifs, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour en Guinée le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

Par ailleurs, l'invocation, de manière tout à fait générale, de l'instabilité de la situation en Guinée et de la violation des droits de l'Homme dans ce pays, que la partie requérante étaye par la citation de divers extraits du rapport de 2011 d'*Amnesty International* sur la Guinée (requête, pages 6 et 7), ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque réel d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement un risque de subir pareilles atteintes graves ou qu'il appartient à un groupe systématiquement exposé à de telles atteintes au regard des informations disponibles sur ce pays, démonstration à laquelle il ne procède manifestement pas en l'espèce.

D'autre part, la décision attaquée considère que la situation prévalant actuellement en Guinée ne permet pas de conclure à l'existence dans ce pays d'une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

La requête, qui se borne à faire état de l'instabilité de la situation en Guinée et de la violation des droits de l'Homme dans ce pays, qu'elle étaye par la citation de divers extraits du rapport de 2011 d'*Amnesty International* sur la Guinée (requête, pages 6 et 7), ne critique pas sérieusement les arguments de la partie défenderesse sur ce point et ne produit aucun élément susceptible d'indiquer qu'un changement serait intervenu à cet égard en Guinée. En tout état de cause, en l'absence de toute information pertinente susceptible de contredire les constatations faites par le Commissaire général concernant la situation prévalant actuellement en Guinée, il apparaît que ce dernier a légitimement pu conclure à l'absence de violence aveugle en cas de conflit armé dans ce pays.

Quant à la demande de la partie requérante de « faire le nécessaire pour que le requérant puisse, le plus rapidement possible, obtenir les documents qui lui permettent de s'installer régulièrement en Belgique », elle manque en droit, l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 ne conférant aucune compétence à cet effet au Conseil.

Pour le surplus, le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'annulation formulée par la partie requérante.

Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère à l'audience aux écrits de la procédure.

En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit mars deux mille treize par :

M. M. WILMOTTE,	président,
M. J. MALENGREAU,	greffier assumé.
Le greffier,	Le président,

J. MALENGREAU

M. WILMOTTE